

« Voilà comment on nous traite » : les travailleurs sans papiers de Chronopost évacués à Alfortville

Ce jeudi matin, les forces de l'ordre sont intervenues pour expulser la vingtaine de personnes encore installées sur ce site, après presque trois ans de lutte pour obtenir une régularisation. Aucun débordement n'a été constaté mais, sur place, les grévistes n'ont pas caché leur colère.

Par [Agnès Vives](#), [Gérald Moruzzi](#) et [Sylvain Deleuze](#)



Alfortville, le 31 octobre. Seuls les camions bennes ont pu accéder au piquet de grève en cours de destruction devant l'agence Chronopost. Vingt-quatre travailleurs sans papiers étaient encore présents. LP/Sylvain Deleuze

Au plus fort de la mobilisation, ils ont été jusqu'à 160 à camper, dans des baraquements de fortune, devant l'agence Chronopost à Alfortville (Val-de-Marne). Un piquet de grève devenu symbolique de la lutte des travailleurs sans papiers en France. Ce jeudi matin, l'histoire de cette mobilisation inégalée, après presque trois années de campement, de manifestations, de courriers à tout-va a pris fin.

Les forces de l'ordre ont été déployées sur place pour faire évacuer le camp, « dans le calme », selon le maire Luc Carvounas (PS). Vingt-quatre personnes étaient alors présentes. En milieu de matinée, la police empêchait toujours la circulation aux

abords du site et procédait à la destruction des tentes. Seuls les camions bennes et des utilitaires siglés Chronopost circulaient. Des badauds, des soutiens étaient massés, non loin.

« C'est inhumain, déplore le député du Val-de-Marne, Louis Boyard (LFI), sur place. Ils ont cherché à être régularisés et l'on voit comment ils sont traités. » Alors qu'un peu plus tôt, Mathilde Panot (LFI) s'offusquait sur le réseau social X de cette expulsion. « Honte à ce pouvoir qui n'apporte aucune réponse politique mais préfère cacher par cette expulsion leur immense hypocrisie : la Macronie veut bien des travailleurs immigrés, mais sans papiers et exploitables par les patrons avant tout. »

Depuis décembre 2021, ces hommes originaires du Mali, mais aussi du Sénégal ou de Mauritanie, embauchés en tant qu'intérimaires via des sous-traitants de cette filiale de La Poste, étaient mobilisés pour obtenir leur régularisation, rejoints par d'autres camarades de Vitry, mais aussi d'autres piquets de grève. En 2019, un mouvement du même type avait duré sept mois et s'était soldé par des papiers pour tous.

« Il fallait une fin à tout ça »

Christian Schweyer, porte-parole du collectif sans-papiers de Vitry et soutien des Chronopost, rappelle ce jeudi matin dans un communiqué que « seuls 32 dossiers ont pu être déposés en juillet 2023. Quinze cartes ont été obtenues et 17 demandes ont été renvoyées au droit commun, c'est-à-dire à la maltraitance ordinaire ». Et de s'insurger, comme les travailleurs sans papiers, d'une évacuation « sans délai de prévenance ».

« Les 17 n'ont toujours aucune réponse à leur demande, ajoute Aboubacar Dembele, le porte-parole du mouvement, « écœuré » par l'évacuation. Nous avons respecté les démarches administratives, et voilà comment l'on nous traite. » Sollicitée, la préfecture du Val-de-Marne est restée silencieuse sur le sujet.

« Personne ne découvre rien, explique Luc Carvounas, à l'origine de l'arrêté ordonnant la levée du piquet de grève. Mais il fallait une fin à tout ça. » Et de rappeler que cette décision était annoncée depuis longtemps. Le 29 août, une réunion s'était tenue avec les syndicats, soutiens du mouvement, en présence des représentants de la ville et d'un collaborateur de la députée Clémence Guetté (LFI). « Nous avons rappelé l'accord trouvé de lever le piquet de grève fin mai et qui n'avait pas été appliqué », rappelle Luc Carvounas.

En fin d'après-midi, les sans-papiers réunis en assemblée générale

« À aucun moment il n'a été acté qu'une expulsion aurait lieu à la fin du mois d'octobre, ne décolère pas Jean-Louis Marziani, le secrétaire adjoint de Solidaires 94, présent sur place. Du coup, nous avons de nombreux sans-papiers qui ont perdu des affaires personnelles. » « C'est faux », réplique le maire, qui rappelle que la location des toilettes « arrivait à terme et n'avait pas été renouvelée. » La ville a déboursé « 300 000 euros pour leur location », selon l' élu.

Mais s'il n'y a pas eu de débordement, dans la matinée, certains esprits finissent par s'échauffer. Alors même que les tractopelles réduisent en miettes des mois de vie commune. Les policiers laissent des occupants récupérer certains effets. Mais d'autres arriveront trop tard. « J'avais mon passeport et ma carte d'identité malienne

mais tout a été détruit, se désespère un sans-papiers, visiblement déboussolé. J'étais au travail quand la police est arrivée. J'ai tout perdu. »